MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE, ÉNERGÉTIQUE
ET NUMÉRIQUE
*Liberté*
*Égalité*
*Fraternité*

Direction générale du Trésor

# VEILLE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

# Japon & Corée du Sud

Une publication conjointe du SER de Tokyo et du SE de Séoul
Semaine du 16 au 20 novembre 2026

## Faits saillants

- **Croissance japonaise atone au 3ème trimestre, pénalisée par la balance commerciale et la consommation privée**
- **6ème mois consécutif de hausse de l'inflation japonaise à +2,3 % en octobre**
- **Renforcement de l'initiative *POWERR Asia* au titre de la priorité donnée à la résilience**
- **Le FMI relève sa prévision de croissance pour la Corée à 3,9 % en 2026**
- **Conclusion des négociations sur les services et les investissements dans le cadre de l'ALE Chine-Corée**

**LES CHIFFRES À RETENIR**

| | *Au 20/11* | *Var. vs. 13/11* |
|---|---|---|
| ***USD/JPY*** | 159,2 | -0,4 % |
| ***USD/KRW*** | 1 334 | -0,2 % |
| ***Nikkei 225*** | 56 437 pts | -8,7 % |
| ***KOSPI*** | 4 870 pts | -8,0 % |
| ***JGB 10 ans*** | 2,786 % | -7,8 pbs |
| ***KTB 10 ans*** | 3,864 % | -14,0 pbs |

## Japon

### Macroéconomie

**Croissance |** Selon la première estimation du *Cabinet Office*, le PIB réel japonais s'est replié de -0,1 % en rythme annualisé au 3ème trimestre 2026 (0,0 % en variation trimestrielle), en deçà des attentes du marché (0,3 %). Il s'agit du premier recul en un an, après une croissance annualisée de 1,7 % au 2ème trimestre. Cette contraction résulte, d'une part, de la détérioration de la balance commerciale (contribution de -0,6 point à la croissance) – les exportations ayant légèrement diminué (–0,2 % en glissement trimestriel) tandis que les importations ont crû de de 2,5 % en lien avec la hausse des achats de pétrole brut et de matières premières – et, d'autre part, de la faiblesse persistante de la consommation privée. Malgré la progression continue des salaires réels (+2,2 en glissement annuel en septembre), la consommation privée a reculé, pour le deuxième trimestre consécutif, à –0,3 % en rythme trimestriel, dans un contexte de hausse des prix de l'énergie et de freins conjoncturels (conditions météorologiques défavorables, baisse de la consommation de biens durables après un surcroît d'achats observé au trimestre précédent). Si l'investissement public s'est contracté de -1,1 % sur le trimestre,

l'investissement privé a compensé ce repli en progressant de 1,6 % grâce aux dépenses d'amélioration de la productivité et à celles liées à l'IA. Les perspectives de croissance dépendront ainsi du redressement durable de la consommation intérieure, du dynamisme de l'investissement (tant public que privé) et de l'évolution de l'environnement extérieur, notamment des cours énergétiques. Au 4ème trimestre, le *Japan Center for Economic Research* anticipe une croissance réelle annualisée à 0,7 %. Pour mémoire, la Banque du Japon (BoJ) anticipe une croissance de 0,7 % au cours de l'exercice fiscal 2026.

**Politique monétaire et inflation |** Le ralentissement économique observé au 3ème trimestre ne devrait pas freiner, à ce stade, le cycle de resserrement monétaire engagé par la BoJ, alors que les pressions inflationnistes se confirment. L'inflation totale a ainsi atteint +2,3 % en octobre (+0,2 pp par rapport au mois précédent), au plus haut depuis novembre 2025, tandis que l'inflation *core* (hors produits frais) s'élevait à +2,2 %. Dans ce contexte, les acteurs de marché anticipent majoritairement un nouveau relèvement de 25 pb du taux directeur le 18 décembre (probabilité de 85 %). Les avis des neufs membres du comité de politique monétaire restent toutefois partagés, entre *hawks* appelant à prévenir un dépassement durable de la cible d'inflation (comme H. Takata, qui a indiqué qu'il était nécessaire de faire évoluer le taux directeur dans une « bonne position » plus proche de la médiane du taux neutre, estimé par la BoJ entre 1,1 % et 2,5 %) et *doves* davantage préoccupés par le risque de fragilisation de l'activité (dont T. Asada, nommé par l'administration Takaichi). Pour sa part, le Gouverneur Ueda a indiqué cette semaine à la Chambre des représentants qu'il serait opportun de poursuivre le relèvement du taux directeur,les conditions financières restant accommodantes.

**Commerce extérieur |** Pour le 5ème mois consécutif, le dynamisme des exportations japonaises, en particulier dans les secteurs technologiques, n'a pas suffi à compenser le renchérissement des importations énergétiques. D'après les douanes, les exportations ont augmenté de +20,5 % sur un an en octobre (14ème mois de hausse, +5,8 % en volume) pour atteindre un record mensuel de 11 769 Mds JPY (74 Mds USD), portées par les ventes de semi-conducteurs et autres composants électroniques (+49,7 %), les équipements de fabrication de semi-conducteurs (+49,7 %), mais aussi les exportations automobiles (+19,9 %). De leur côté, les importations ont crû de +21,6 % en valeur (-0,2 % en volume), à 12 245 Mds JPY (77 Mds USD), sous l'effet notamment de la forte hausse des achats de pétrole brut (+60,5 %), de gaz naturel liquéfié (+12,5 %) et de composants électroniques (+60,0 %). Le déficit commercial s'établit ainsi à 476,5 Mds JPY (2,7 Mds USD), pour le 6ème mois consécutif, bien que résorbé de moitié par rapport au mois d'août (environ 1 100 Mds JPY, soit 6,9 Mds USD).

## Secteur financier

**Marché actions |** Le *Nikkei 225* a poursuivi sa nette correction cette semaine (-7,7 %), pénalisé par les préoccupations d'un ralentissement du cycle lié à l'IA. L'indice a clôturé ce vendredi à 56 437 pts, soit -5,1 % au cours de la séance et -22,0 % depuis son record historique à 72 353 pts atteint le 22 juin. Les entreprises des secteurs de l'IA et des semi-conducteurs ont subi des pertes significatives sur la journée. C'est le cas de *SoftBank (*-14,5 %), *Kioxia* (-11,7 %), *Ibiden* (-11,2 %) ou encore *Advantest (*-10,3 %). L'indice *TOPIX*, dont la base plus large limite l'exposition aux fluctuations du cycle de l'IA, a également enregistré un recul de 3,9 % ce vendredi. Ces récents mouvements baissiers contrastent avec l'appétence japonaise pour les valeurs liées à l'IA : les investisseurs japonais ont obtenu 3,0 Mds USD d'actions lors de l'introduction en bourse record du géant américain *Anthropic* (soit 3,7 % du total, à 81 Mds USD) cette semaine, pour une demande initiale de 9,4 Mds USD.

**Marché obligataire |** Les rendements des obligations souveraines japonaises (JGBs) se sont quelque peu détendus cette semaine, dans un contexte d'aversion accrue au risque sur le

marché des actions. Le taux de référence à 10 ans a enregistré un repli de -7,7 pb au cours de la semaine écoulée pour s'établir à 2,79 % ce jour, après avoir progressé de +25 pb du 6 au 16 novembre. Ce mouvement baissier – qui suit une détente parallèle aux Etats-Unis – s'étend à l'ensemble de la courbe des taux, de façon marquée sur les maturités longues : le taux à 20 ans s'établit à 3,69 % ce vendredi, quand le taux à 30 ans repasse sous le seuil de 4,00 %, à 3,97 %.

## Secteurs non financiers

**ASEAN – Sécurité énergétique |** A l'occasion du sommet de l'ASEAN, qui s'est tenu du 16 au 19 novembre, la Première Ministre S. Takaichi a annoncé le lancement d'une série d'initiatives pour renforcer la résilience des approvisionnements énergétiques en Indopacifique. Le plan japonais POWERR Asia intégrera désormais : (i) la création de l'*Asia Oil Security task force* chargée de fournir une expertise technique pour faciliter la coordination régionale des libérations de stocks pétroliers et élaborer des mécanismes communs de réponse aux crises énergétiques ; (ii) la mise à disposition pour les pays de l'ASEAN d'infrastructures de stockage pétrolier actuellement inutilisés au Japon, notamment pour les stocks régionaux conjoints proposés par les Philippines lors du sommet et ; (iii) la création de « BRIDGE Asia », un organisme régional de R&D consacré aux technologies contribuant à la résilience des chaînes de valeur stratégiques. L'*Asia Oil Security Task Force* travaillera avec le *Japan-IEA Oil Security Hub*, dont la création a également été annoncée lors du sommet. Cette entité consultative mobilisera l'expertise technique de la *Japan Organization for Metals and Energy Security* (JOGMEC) et de l'AIE. Ces annonces témoignent du renforcement, sous l'impulsion du Japon, de la priorité régionale accordée à la sécurité énergétique. Cette évolution s'illustre par le souhait de la Première ministre de faire évoluer l'*Asia Zero Emission Community* (AZEC) vers un « AZEC 2.0 », qui placerait la résilience énergétique et économique devant les ambitions de décarbonation qui avaient initialement motivé la création du groupe multilatéral.

**Énergie |** Le ministère de l'Économie, du Commerce et de l'Industrie (METI) et la Banque asiatique de développement (ADB) ont signé cette semaine un protocole d'accord (MoU) visant à soutenir le déploiement de projets nucléaires en Asie. L'accord prévoit (i) de faciliter l'octroi de financement pour des projets nucléaires, selon des modalités qui resteront à préciser, et (ii) de fournir une assistance technique pour accompagner l'élaboration de cadres réglementaires de sûreté nucléaire, notamment en Asie du Sud. Cette annonce s'est accompagnée de la création de l'« *AZEC Inclusive Transition Finance Catalyst* ». Cette initiative commune d'ADB, METI et de l'*Economic Research Institute for ASEAN and East Asia* (ERIA) vise à accélérer la mobilisation de capitaux privés vers des projets énergétiques décarbonés. A travers ces initiatives, les autorités poursuivent leur stratégie de renforcement de la sécurité énergétique en Indopacifique en favorisant la diversification énergétique de la zone.

**Automobile |** *Nissan* a lancé le 20 novembre les précommandes de son nouveau SUV hybride NX7 en Chine, via sa filiale locale *Dongfeng Nissan*. La commercialisation officielle débutera le 27 novembre, à partir de 19 500 USD (17 553 EUR). Avec ce lancement, *Nissan* entend adapter sa stratégie commerciale aux attentes du marché chinois en matière de véhicules propres, dans un contexte de net recul des marques japonaises (-20 % de part de marché des constructeurs japonais en Chine depuis 2022). Cette tendance s'inscrit dans un marché chinois en ralentissement, marqué par une chute de 27 % des ventes de véhicules neufs en octobre sur un an (soit un 12ème mois consécutif de recul). *Nissan* a ainsi revu à la baisse ses prévisions de ventes en Chine pour 2026 de 580 000 à 370 000 - 400 000 unités. Le lancement s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration « Re :Nissan » du groupe, qui vise 500 Mds JPY (2,8 Mds EUR) d'économies. Le constructeur entend adapter davantage son offre aux préférences des consommateurs locaux pour renforcer sa compétitivité face aux constructeurs chinois.

**Informatique |** L'institut de recherche japonais Riken a mis à l'arrêt son super-ordinateur *Fugaku* après avoir détecté une intrusion externe sur son système cette semaine. L'incident pourrait avoir entraîné la fuite de données concernant plus de 4 000 utilisateurs, dont des fichiers de recherche et identifiants personnels. Développé conjointement par *Fujitsu* et l'institut Riken depuis 2014 et lancé en 2021, *Fugaku* a bénéficié d'un investissement public de 130 Mds JPY (744 Mi EUR). Classé 9ème superordinateur le plus puissant au monde après avoir occupé la 1ère place entre juin 2020 et mai 2022, *Fugaku* constitue une infrastructure de calcul stratégique pour les universités et entreprises japonaises. Il permet d'accélérer les travaux de R&D dans les domaines médical, industriel, et de la prévention des catastrophes naturelles. L'incident s'ajoute à une série de cyberattaques visant l'Archipel. 260 millions de données personnelles auraient ainsi été compromises depuis avril 2026 et plus de 830 intrusions ont été recensées de début à mi-octobre 2026.

**Défense |** Le gouvernement japonais entend renforcer sa base industrielle de défense afin de répondre à la hausse rapide de ses besoins militaires. Un nouveau plan a été présenté cette semaine par le gouvernement, dans le cadre de la révision des trois principaux documents du Japon en matière de sécurité nationale (la Stratégie de Sécurité Nationale, la Stratégie Nationale de Défense, et le Programme de Renforcement des Capacités de Défense). Ces derniers, adoptés en 2022, faisaient déjà de la modernisation des capacités de défense une priorité, avec un objectif de dépenses de 43 000 Mds JPY (245 Mds EUR) prévu pour les exercices 2023 à 2027. Ce budget pourrait désormais atteindre jusqu'à 80 000 Mds JPY (456 Mds EUR) selon les nouveaux montants proposés par le Ministère de la Défense. Les nouvelles mesures prévoient la création, dès l'exercice 2027, d'une structure chargée de développer les capacités de production et d'exports de munitions et de drones. Son rôle serait aussi de favoriser l'innovation et les exportations d'équipements excédentaires en temps de paix. L'administration Takaichi envisage par ailleurs la mise en place d'installations publiques pour assurer de plus grandes capacités de production, sur le modèle *government-owned, contractor-operated* (GOCO).

# Corée du Sud

## Macroéconomie

**Évaluation du FMI |** Le Fonds monétaire international (FMI) a relevé ses prévisions de croissance pour la Corée du Sud à 3,9 % en 2026 et 3,3 % en 2027 (contre respectivement 3,3 % et 2,8 % en octobre) dans le cadre de sa consultation au titre de l'Article IV, menée les 3-17 novembre. Cette révision reflète le dynamisme exceptionnel des exportations de semi-conducteurs, porté par la demande mondiale d'IA, ainsi que la reprise de l'investissement et la résilience de la consommation intérieure. Le 19 novembre, les exportations coréennes cumulées depuis janvier ont atteint le seuil de 1 000 Mds USD, faisant de la Corée le 4ème pays à atteindre ce seuil après l'Allemagne, les États-Unis et la Chine. Le FMI prévoit une inflation à +2,7 % en 2026 – soit au-delà de l'objectif de 2 % de la Banque de Corée (BoK) –, avant un ralentissement à +2,3 % en 2027. Dans ce contexte, le Fonds préconise la poursuite du resserrement monétaire, couplé à une orientation budgétaire plus restrictive, tout en maintenant néanmoins les aides ciblées aux ménages et aux entreprises. Sur le plan financier, le FMI salue les mesures visant à contenir les tensions immobilières et à renforcer la protection des investisseurs. Le Fonds recommande de limiter en parallèle les interventions de change afin de préserver le rôle stabilisateur de la flexibilité du won. Enfin, il appelle à accélérer les réformes structurelles pour diversifier les moteurs de croissance, favoriser une meilleure diffusion des gains de productivité et répondre au vieillissement démographique et aux disparités régionales.

**Coopération Corée-Chine |** Les Présidents sud-coréen Lee Jae-myung et chinois Xi Jinping ont annoncé la conclusion de la deuxième phase des négociations visant à approfondir l'accord de libre-échange bilatéral entré en vigueur en 2015, à l'occasion du 33e sommet de l'APEC (Coopération économique pour l'Asie-Pacifique) organisé à Shenzhen (Chine) les 18 et 19 novembre. Les négociations engagées depuis mars 2018 ont été relancées en 2026 avec un cycle de cinq pourparlers officiels visant la libéralisation des services, ainsi que le renforcement de la protection des investissements. Ces mises à jour devraient ouvrir la voie à un meilleur accès des entreprises coréennes au marché chinois, notamment dans les secteurs culturels, touristiques, juridiques et financiers. Cette avancée s'inscrit dans un contexte de nette reprise des relations entre les deux pays, depuis l'arrivée du Président Lee en 2025, avec une hausse des échanges commerciaux bilatéraux de 272,7 Mds USD en 2025 à 353,7 Mds USD sur les dix premiers mois de 2026 ; et un excédent commercial de 43,3 Mds USD en faveur de la Corée sur cette période (contre un déficit de -11,2 Mds USD). Les deux pays cherchent également à renforcer leurs partenariats industriels, stabiliser leurs chaînes d'approvisionnement et élargir leur coopération dans les domaines de l'IA, des biotechnologies et des industries vertes. Cet accord, qui devrait être formalisé à la suite de nouveaux examens juridiques approfondis, intervient dans un contexte de tensions sino-américaines croissantes marquées par le durcissement des restrictions américaines sur l'accès de la Chine aux puces avancées le 16 novembre, en visant les centres de données implantés dans cinq économies asiatiques et impactant indirectement les débouchés des entreprises coréennes.

**Coopération Corée-ASEAN |** Lors du 27e Sommet Corée-ASEAN réuni à Manille les 16 et 17 novembre, le président Lee Jae-myung a fixé l'objectif de porter les échanges commerciaux bilatéraux à 300 Mds USD (+46,6 % par rapport aux 204,7 Mds USD enregistrés en 2025, selon les douanes coréennes). Cette ambition s'inscrit dans la perspective de modernisation de l'accord de libre-échange Corée-ASEAN entré en vigueur en 2010, afin d'améliorer l'accès aux marchés et de renforcer l'intégration économique régionale. Ces discussions visent à élargir leur partenariat stratégique global établi en 2024, à travers deux initiatives de Séoul destinées à soutenir la coopération dans les domaines de l'IA et des industries culturelles et créatives. En marge du sommet, le Président coréen a co-présidé avec le Premier ministre thaïlandais le 3e sommet Corée-Mékong, réunissant cinq pays du fleuve Mékong (Cambodge, Laos, Myanmar, Thaïlande et Vietnam) ; une première depuis 2020. Les discussions ont porté sur l'élargissement de leur partenariat à la sécurisation des chaines d'approvisionnement en minerais critiques, ainsi qu'à la lutte contre la criminalité transnationale (fraudes en ligne et cybersécurité). Les gouvernements cherchent à diversifier leurs sources d'approvisionnement aux ressources stratégiques ainsi que leurs partenariats commerciaux, comme l'illustre les pourparlers bilatéraux entre la Corée et la Thaïlande et les Philippines.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
https://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Tokyo

Rédaction : SER de Tokyo et SE de Séoul

Abonnez-vous : tokyo@dgtresor.gouv.fr